

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
GENERALE

T/C.2/SR.354  
9 juillet 1956  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

COMITE PERMANENT DES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA TROIS CENT CINQUANTE-QUATRIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,  
le lundi 21 mai 1956, à 14 h. 45.

SOMMAIRE

- Pétitions relatives au Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne (T/C.2/L.108, T/C.2/L.108/Add.1 à 3) (suite)

PRESENTS

<u>Président</u> :	M. de CAMARET	France
<u>Membres</u> :	M. CASSIERS	Belgique
	U MYA SEIN	Birmanie
	M. YANG	Chine
	M. HANROTT	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. BENDRYCHEV	Union des Républiques socialistes soviétiques
<u>Egalement présents</u> :	M. ZADOTTI	Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne
	M. CARPIO	(Philippines) Conseil consultatif des Nations Unies pour la Somalie
<u>Secrétariat</u> :	M. COTTRELL	Chef de la Section des pétitions, Secrétaire du Comité

PÉTITIONS RELATIVES AU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE (T/C.2/L.108 et T/C.2/L.108/Add.1 à 3) (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Zadotti, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne, et M. Carpio (Philippines), membre du Conseil consultatif des Nations Unies pour la Somalie, prennent place à la table du Conseil.

Document T/C.2/L.108 (suite)

IV. Pétitions concernant l'entreprise de déchargement Gallotti et la scierie Società Romana (T/PET.11/393, T/PET.11/393/Add.1 et 2, T/COM.11/L.90)

M. CASSIERS (Belgique) fait observer que les plaintes résumées dans la section IV datent de 1953 et de 1954, et que plusieurs autres plaintes ont été reçues depuis. Il est également question de conflits du travail entre la compagnie Gallotti et ses employés au paragraphe 104 du rapport du Gouvernement italien sur la Somalie. C'est pourquoi M. Cassiers propose de demander à l'Autorité administrante quelles mesures elle a prises pour donner suite aux revendications raisonnables des travailleurs.

Le PRESIDENT déclare que le Secrétariat tiendra compte de la proposition du représentant de la Belgique lorsqu'il préparera le projet de résolution concernant les pétitions en question.

Document T/C.2/L.108/Add.1

VI. Pétitions relatives aux conditions de travail régnant à Chisimaio (T/PET.11/425, 430, 440, 444, 444/Add.1, 447)

Paragraphe 3

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait remarquer que les auteurs de la pétition T/PET.11/440 parlent de conflits entre travailleurs et Italiens. Il demande si ces conflits sont dus à des problèmes raciaux ou à des problèmes du travail.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond qu'il n'a jamais entendu parler d'antagonisme racial en Somalie. Le seul problème qui existe concerne les relations entre employeurs et employés.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande s'il est vrai que le personnel de l'entreprise Gallotti est gardé pendant les heures de travail et est traité comme des prisonniers.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond qu'à sa connaissance, la police ne pénètre pas dans la zone du port, à moins qu'elle n'y soit appelée pour prévenir des désordres. Il est possible que les pétitionnaires songent aux douaniers en service.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande s'il existe à Chisimaio un bureau qui assiste les chômeurs.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que, depuis le début de l'administration italienne en Somalie, il existe un bureau du travail dont les fonctions consistent à trouver des emplois pour les travailleurs et à aider ceux pour qui on ne peut pas trouver d'emploi. Il prend également les dispositions nécessaires concernant les chômeurs somalis qui demandent à être renvoyés dans leur tribu.

#### Paragraphe 4

M. HANROTT (Royaume-Uni) demande si la compagnie de déchargement Gallotti est une compagnie entièrement privée ou a un statut quasi officiel.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond qu'il s'agit d'une compagnie privée, mais qu'elle a obtenu à Chisimaio un contrat de déchargement qui a été mis en adjudication publique. Elle est tenue de se conformer à certaines prescriptions et l'on peut dire par conséquent qu'elle est sous la surveillance des pouvoirs publics.

#### Paragraphe 5

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que le remplacement de travailleurs somalis par des Italiens ou d'autres étrangers, dont se plaint le pétitionnaire dans la pétition T/PET.11/430, est incompatible avec les dispositions de l'Accord de tutelle en vertu desquelles la Somalie doit être préparée à l'indépendance pour 1960.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond qu'il ne comprend pas de quoi les pétitionnaires veulent parler. Les faits montrent, au contraire, que les Italiens quittent le Territoire et sont remplacés par des Somalis. Le nombre de Somalis actuellement employés est dix fois supérieur à ce qu'il était en 1950.

#### Paragraphe 6

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande quelle est la procédure à laquelle peut avoir recours un travailleur qui se considère comme insuffisamment rémunéré.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que l'intéressé se plaint d'abord auprès de son employeur et, s'il n'obtient pas satisfaction, au bureau du travail. M. Gallotti n'a pas le droit d'appeler la police et de faire arrêter un ouvrier simplement parce que celui-ci s'est plaint. Ce qui s'est produit en fait a été exposé par l'Autorité administrante dans ses observations (T/OBS.11/45/Add.1). Uaberi a été arrêté, non parce qu'il s'était plaint, mais parce qu'il avait insulté un agent de police du port.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande pourquoi la police avait été appelée.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare qu'il n'a pas de détail sur ce point, mais pense que Uaberi avait dû troubler l'ordre.

M. HANROTT (Royaume-Uni) pense qu'il faudrait avoir des indications plus détaillées sur certains points. Il serait notamment utile que l'Autorité administrante présente des observations sur la déclaration du pétitionnaire, suivant laquelle on aurait fait une tentative délibérée de le rémunérer insuffisamment, ainsi que sur l'allégation que le brigadier Salim Omar a été congédié. Par souci d'équité vis-à-vis de l'Autorité administrante il ne faudrait pas prendre de décision avant d'avoir des renseignements complémentaires sur la question.

#### Paragraphe 7

M. YANG (Chine) demande des éclaircissements sur la plainte selon laquelle les accidentés du travail ne reçoivent pas de soins médicaux et le droit à une indemnité pour accident du travail n'est pas respecté.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare que l'hôpital de Chisimaio comporte toutes facilités de traitement médical. L'ordonnance No 27 du 7 décembre 1951 prévoit une indemnité pour les cas d'invalidité ou d'incapacité temporaire de travailler. Les travailleurs reçoivent des congés de maladie payés et des soins médicaux.

M. YANG (Chine) constate, d'après la pétition T/PET.11/440, qu'il y a de nombreux accidentés du travail. Il demande s'il existe des postes de secours.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond qu'il n'est pas nécessaire de disposer de tels postes car Chisimaio n'est qu'une petite ville et l'hôpital se trouve à proximité immédiate du port.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si les pratiques suivies diffèrent de la loi en vigueur. Il constate que les auteurs de la pétition T/PET.11/430 se plaignent de ne pas avoir droit à une indemnité. L'ordonnance de 1951 serait-elle applicable seulement aux employés permanents et non aux journaliers?

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que les dispositions de l'ordonnance s'appliquent à tous les travailleurs, y compris les travailleurs journaliers, et sont strictement respectées. Il attire l'attention du représentant de l'Union soviétique sur les observations faites par la Mission de visite de 1954 au sujet des assurances sociales dans le Territoire (T/1143). L'assurance est obligatoire et les prestations sont assurées par la Cassa per le Assicurazioni Sociali, à laquelle les employeurs versent une contribution pour chacun de leurs employés.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate qu'il y a eu des nombreuses plaintes au sujet de la manière dont les demandes d'indemnité sont traitées par la compagnie de déchargement Gallotti. Il se demande si les autorités exercent une surveillance quelconque.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) explique que l'Administration, non seulement exerce une surveillance générale sur le fonctionnement de la Caisse, mais a le droit d'intervenir dans des cas particuliers. Les travailleurs peuvent présenter des réclamations au bureau du travail.

#### Paragraphe 8

M. YANG (Chine) demande s'il est vrai qu'un sous-officier de la police militaire est employé par la compagnie Gallotti.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) pense que cette allégation est très probablement sans fondement; un fonctionnaire de la police ne peut être employé par une entreprise privée.

#### Paragraphe 9

M. HANROTT (Royaume-Uni) demande si l'Autorité administrante a présenté des observations au sujet des plaintes résumées au paragraphe 9.

M. COTTRELL (Secrétaire du Comité) explique que l'Autorité administrante a bien communiqué des observations, mais qu'elles sont parvenues trop tard pour être incorporées dans le document de travail.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait savoir ce que sont les "travailleurs somalis"; il demande s'il est vrai que la compagnie Gallotti détient le monopole des travaux de chargement et de déchargement, ou si les Somalis possèdent ou gèrent d'autres compagnies.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) dit que, lorsque la compagnie Gallotti a obtenu son contrat, elle a été choisie parmi plusieurs candidats. S'ils avaient disposé d'un matériel suffisant, les "travailleurs somalis" auraient pu se mettre sur les rangs.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si l'Autorité administrante a l'intention d'aider les Somalis à créer des entreprises de déchargement, au moyen de subventions ou de prêts, ou de quelque autre façon.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare qu'il est persuadé que l'Autorité administrante fera tout son possible dans ce domaine, mais la création d'entreprises de ce genre exige d'assez importantes mises de fonds.

Répondant à une autre question du représentant de l'Union soviétique, le Représentant spécial souligne que les entreprises italiennes ne détiennent en aucune façon le monopole des travaux de déchargement. Le fait que la compagnie Gallotti est chargée de ces travaux pour le moment ne signifie pas qu'elle en sera chargée indéfiniment. Si une autre entreprise pouvait elle aussi effectuer les travaux de déchargement, l'Autorité administrante n'y verrait naturellement aucun inconvénient et, si une entreprise somalie semblait pouvoir se charger de ce travail, l'Administration lui donnerait certainement la préférence.

#### Paragraphe 10

Répondant à une question de M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. COTTRELL (Secrétaire du Comité) dit que le Secrétariat a reçu les observations de l'Autorité administrante (T/OBS.11/45 et Add.1) sur les pétitions T/PET.11/444 et Add.1) après avoir rédigé le document de travail.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande à quelle date et pour combien de temps la compagnie Gallotti a obtenu un permis pour l'abattage du bois.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que le Service des forêts accorde des permis pour des périodes limitées et à des fins précises et les renouvelle de temps à autre. Il ne saurait dire quand ce permis a été accordé.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait remarquer que les pétitionnaires affirment que le bois a été utilisé pour la construction de navires. Il demande si ces navires sont construits dans le Territoire ou si l'on exporte le bois.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que la Somalie n'exporte pas de bois. Les seuls bateaux qui soient construits en Somalie sont des dhaws que construisent les Somalis. A sa connaissance, la compagnie Gallotti n'effectue pas de travaux de construction navale.

On abat surtout des euphorbes qui sont extrêmement abondants dans le Territoire. Leur bois ne peut guère servir qu'à la confection de cagots à bananes; l'abattage de ces arbres ne peut avoir aucune répercussion sur le programme de reboisement.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si l'on consulte les autochtones avant de donner l'autorisation.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que l'on consulte toujours les tribus intéressées. La plupart des Somalis sont des nomades et ne s'intéressent qu'aux pâturages, mais l'Administration s'attache à sauvegarder le capital forestier du Territoire.

Répondant à une autre question du représentant de l'Union soviétique, le Représentant spécial fait savoir qu'il ne peut fournir aucun détail sur les dispositions que comportent les permis d'abattage; il se procurera des renseignements à ce sujet et les communiquera ultérieurement au Comité.

M. HANROTT (Royaume-Uni) demande si les terres sont la propriété de l'Etat ou si elles appartiennent aux tribus.



M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare que les terres sont réparties entre les tribus, qui les utilisent comme pâturages pour leur bétail.

M. HANROTT (Royaume-Uni) remarque que le Comité dispose maintenant de renseignements à peu près suffisants pour parvenir à une conclusion. Le Comité sait que l'Autorité administrante a le pouvoir législatif requis pour accorder les permis en question; le Représentant spécial lui a donné l'assurance que les Somalis ont été consultés. Il n'y a eu aucune violation de principe, et il n'est donc pas nécessaire de surseoir à l'examen de la question jusqu'au moment où le Représentant spécial aura reçu les détails qui lui ont été demandés sur les dispositions des permis.

La séance est suspendue à 16 heures; elle est reprise à 16 h. 30.

M. YANG (Chine) fait observer qu'il semble, d'après les pétitions, que la population manifeste une certaine hostilité à l'égard de la compagnie Gallotti. Il aimerait connaître l'avis du Représentant spécial sur ce point.

M. HANROTT (Royaume-Uni) estime que le Comité ne devrait pas présumer que les autochtones sont hostiles à la compagnie avant de savoir qui sont les pétitionnaires et dans quelle mesure ils représentent réellement la population.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) dit que l'Administration ne connaît ni les "travailleurs somalis", ni le "Comité des travailleurs de Chisimaio", ni d'autre groupe prétendant représenter les travailleurs intéressés. Il existe trois syndicats en Somalie et aucun n'est intervenu dans cette affaire. Il s'agit d'un conflit du travail purement local dont le règlement sera assuré par les autorités locales.

De l'avis du Représentant spécial, la compagnie Gallotti ne traite ses employés ni mieux ni plus mal que les autres compagnies commerciales du Territoire.

U MYA SEIN (Birmanie) demande si les représentants du Conseil consultatif pour la Somalie pourraient fournir des renseignements sur l'affaire.

M. CARPIO (Philippines), membre du Conseil consultatif des Nations Unies pour la Somalie, dit qu'il représente les Philippines au Conseil consultatif depuis quatre ans, mais n'a pas cessé de s'intéresser à tout ce qui se passe dans le Territoire. La délégation des Philippines s'est toujours efforcée de veiller à l'observation rigoureuse des clauses de l'Accord de tutelle.

L'Organisation des Nations Unies a reçu un si grand nombre de plaintes concernant les conditions de travail à la compagnie Gallotti qu'il semble qu'une enquête serait justifiée. Le Comité devrait prier le Conseil de tutelle de recommander à l'Autorité administrante de procéder à une enquête sur la question et d'améliorer, s'il y a lieu, les conditions de travail.

Le droit de pétition joue, en quelque sorte, le rôle d'une soupape de sûreté; c'est l'un des droits les plus importants garantis par la Charte. Le représentant du Conseil consultatif estime que le Comité devrait s'efforcer d'examiner les pétitions plus rapidement : certaines des pétitions soumises au Comité datent de 1953. Une telle lenteur ne peut que faire mauvaise impression dans le Territoire.

M. Carpio est persuadé que l'Autorité administrante fait de son mieux pour assurer l'observation de l'Accord de tutelle, mais il se peut que des fautes soient parfois commises par des individus.

M. Carpio recommande que le Comité examine chaque pétition avec soin et ne se contente pas de suivre une procédure toute formelle.

#### Paragraphe 11

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande pourquoi, le 1er mai 1954, l'entreprise Gallotti a engagé, pour le chargement de bananes, quinze travailleurs de moins que l'effectif normalement prévu, comme l'indique la pétition T/PET.11/425, et a ensuite employé d'autres ouvriers pour ce travail.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) attire l'attention du Comité sur les observations de l'Autorité administrante (T/OBS.11/37, paragraphe 2). Le différend a été réglé dans la journée, mais le télégramme adressé aux Nations Unies avait été envoyé avant la fin de la grève.

La compagnie Gallotti emploie chaque fois l'effectif qu'il faut pour le travail à effectuer. Elle n'aurait aucun avantage à employer moins de travailleurs qu'il n'est nécessaire, car les bananes sont une denrée périssable et le chargement doit en être effectué dans les plus brefs délais.

#### Paragraphe 12

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si les travailleurs employés par la compagnie Gallotti font partie d'un syndicat.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) n'est pas en mesure de répondre à cette question; toutefois, rien n'empêche les travailleurs d'adhérer à l'un des trois syndicats du Territoire s'ils le désirent.

L'Administration fait tout son possible pour encourager le développement du mouvement syndical, qui en est encore à ses débuts.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si l'Administration a procédé à une enquête sur les conditions de travail à la compagnie Gallotti, en raison du nombre élevé de pétitions qui ont été adressées à l'Organisation des Nations Unies à ce sujet.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare que l'Administration fait toujours une enquête en pareil cas.

M. HANROTT (Royaume-Uni) rappelle la recommandation adoptée par le Conseil de tutelle à sa seizième session (A/2933, page 141); le Conseil a pris acte de l'intention de l'Autorité administrante d'étudier, avec l'aide d'experts de l'OIT, le problème du chômage et tous les problèmes touchant la main-d'oeuvre et la législation du travail. Il ressort des déclarations du Représentant spécial que l'Autorité administrante se rend parfaitement compte de la nécessité d'une

(M. Hanrott, Royaume-Uni)

action vigoureuse dans ce domaine; le Comité ferait donc bien, tout en accordant aux pétitions relatives aux conditions du travail l'attention qu'elles méritent, de tenir compte de ce qu'il sait des intentions de l'Autorité administrante.

Il devrait appeler l'attention des pétitionnaires sur la recommandation que le Conseil de tutelle a déjà faite et les recommandations analogues qui résulteront peut-être de sa prochaine session.

U MYA SEIN (Birmanie) voudrait savoir si l'Administration a pris l'avis du Conseil consultatif des Nations Unies pour la Somalie sur les questions relatives à l'emploi.

Le PRESIDENT précise que le Conseil est consulté sur les questions législatives, mais qu'il ne donne pas son avis sur des questions relatives à l'emploi.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques, suggère qu'en préparant le projet de résolution, le Secrétariat devrait tenir compte de deux points : d'une part, le Comité devrait recommander à l'Autorité administrante de faire une enquête sur les conditions de travail à la compagnie Gallotti et de prendre les mesures nécessaires pour améliorer, et ces conditions de travail, et le bien-être matériel et social de ces travailleurs. D'autre part, le Comité devrait exprimer l'espoir que l'Autorité administrante prendra des dispositions pour accorder une aide aux chômeurs.

Le PRESIDENT demande que le Secrétariat tienne compte également des observations de l'Autorité administrante et des renseignements fournis par le Représentant spécial.

Document T/C.2/L.103/Add.2

VII. Pétition des travailleurs journaliers des travaux publics (T/PET.11/470)

En réponse à une question de M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare qu'on recrute des travailleurs journaliers pour divers travaux, tels que la construction de routes, et qu'on les engage pour la durée d'un travail donné. Les plaintes des pétitionnaires ont fait, l'année dernière, l'objet d'une enquête et, grâce à

(M. Zadotti, Représentant spécial)

de récentes mesures réglementaires, les travailleurs de cette catégorie ont maintenant droit à un jour de repos.

M. HANROTT (Royaume-Uni) demande si les journaliers en question sont syndiqués.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) explique qu'ils peuvent adhérer à l'un des trois syndicats, mais que ces syndicats ne fonctionnent pas bien encore car ils n'existent que depuis deux ou trois ans.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande comment des travailleurs qui ne sont pas constamment employés peuvent subvenir à leurs besoins et si on leur fournit un logement.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que l'Administration a pris des mesures réglementaires pour venir en aide à ces travailleurs. Lorsqu'ils sont recrutés sur place, il est, naturellement, inutile de les loger.

U MYA SEIN (Birmanie) pense que le Comité pourrait, dans son projet de résolution, suggérer à la Puissance administrante de faire de son mieux pour employer sans interruption les ouvriers qui ne travaillent que pendant certaines périodes de temps.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) fait observer que si l'Administration avait tous ces travailleurs constamment à son service, elle cesserait de suivre les indications du Conseil, qui a recommandé de réduire les dépenses.

M. HANROTT (Royaume-Uni) souligne, par souci d'équité envers l'Autorité administrante, que le sous-emploi résulte d'un effort accompli par le gouvernement pour atténuer le chômage.

U MYA SEIN (Birmanie) dit que l'Autorité administrante pourrait peut-être entreprendre une enquête avec le concours de l'OIT.

M. COTTRELL (Secrétaire du Comité) rappelle qu'à sa seizième session, le Conseil de tutelle a recommandé à l'Autorité administrante d'effectuer une enquête générale sur les conditions du travail. Le projet de résolution pourrait contenir une référence à cette recommandation.

En réponse à une question de M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. ZADOTTI (Représentant spécial) précise que le paragraphe 4 du document T/C.2/L.108/Add.2 n'est plus exact car la plupart des travailleurs en question reçoivent maintenant un salaire régulier.

Document T/C.2/L.108/Add.3

VIII. Pétition des représentants du personnel de la compagnie de déchargement Luigi Gallotti (T/PET.11/476)

Répondant à une question de M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. ZADOTTI (Représentant spécial) confirme que les contributions versées à la Cassa per le Assicurazioni Sociali sont entièrement à la charge des employeurs. L'Instituto Italiano d'Assicurazione est une compagnie d'assurances privée, et il est évidemment impossible de contraindre les travailleurs à souscrire une police d'assurance.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait savoir si un salaire journalier de trois somalos est un salaire normal et s'il est suffisant pour faire face aux besoins minima d'une famille de quatre personnes.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) estime que ce salaire, qui est plus élevé que les salaires dans l'agriculture et dans l'industrie, est convenable.

Répondant à M. YANG (Chine), M. ZADOTTI (Représentant spécial) précise que les ouvriers ne sont pas obligés de travailler pendant les jours fériés. Il faut cependant qu'ils choisissent soit les fêtes chrétiennes, soit les fêtes musulmanes.

M. YANG (Chine) estime que le Comité pourrait procéder à l'égard de cette pétition comme il a décidé de le faire à l'égard des pétitions de la section IV du document T/C.2/L.108.

Il en est ainsi décidé.

M. COTTRELL (Secrétaire du Comité) indique que le Secrétariat préparera un projet de résolution unique à propos de toutes les pétitions concernant la compagnie Gallotti.

IX. Pétition de M. Ali Issa Warly (T/PET.11/512)

Répondant à M. YANG (Chine), M. ZADOTTI (Représentant spécial) dit qu'à sa connaissance, le pétitionnaire est guéri. Un régime de pensions de vieillesse représenterait pour le futur Etat somali une charge financière très lourde, mais l'Autorité administrante a l'intention de soumettre la question à l'Assemblée législative.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si le pétitionnaire n'avait travaillé qu'un jour pour l'entreprise Gallotti, ou s'il y avait déjà été employé auparavant.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) précise que le pétitionnaire n'avait jamais travaillé auparavant pour la compagnie Gallotti. M. Zadotti ignore si le pétitionnaire et son fils ont actuellement du travail, mais il a demandé au Chef de la région du Bas-Giuba d'essayer de trouver un emploi pour M. Warly. L'Autorité administrante ne peut obliger la compagnie Gallotti à prendre à son service le fils du pétitionnaire.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que, puisque la plupart des travailleurs sont employés par des compagnies privées, ce sont ces compagnies qui auraient à verser des pensions de retraite. L'Administration n'en supporterait donc pas la charge.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) rappelle que la main-d'oeuvre est rarement embauchée pour de longues périodes dans le Territoire; il serait impossible d'obliger une compagnie, qui aurait employé une personne pendant six mois, à lui verser une pension pendant le reste de sa vie.

La séance est levée à 18 heures.